

c'est la crise... VOUS AUSSI, PARRAINEZ UN BANQUIER !

Qu'est-ce qu'elle est bien venue cette crise ! Rien ne va plus à la bourse, l'économie réelle entre en récession, mais les solutions sont simples: Renault licencie déjà 6 000 personnes dans le monde, tout en déclarant « Renault n'a jamais été aussi rentable » (Carlos Ghosn, PDG, sept 08). Partout c'est pareil: licenciement des intérimaires, chômage technique et vacances forcées chez Arcelor, Sorral ou dans l'automobile... Finalement rien ne change: cette crise ne sert que d'alibi à des licenciements déjà programmés. Que ce soit en période de prospérité ou de crise, de toute façon, ce système ne sert que les intérêts des patrons et actionnaires !

Pourquoi faudrait-il maintenant payer pour le sauver ?

Citation du mois: *Le capitalisme, c'est comme une mongolfière: pour s'élever, il faut savoir lâcher du lest ! (Les 3 frères, 1995)*

Qui perd gagne ?

Avec presque 50 000 chômeurs de plus durant cet été, on a pu admirer à quel point la France est devenue précaire: au moindre rhume boursier, on peut se

débarrasser de plusieurs milliers de travailleurs et de travailleuses, soumis à des contrats courts (interim, CDD, stages, etc.). Et tout cela pour réguler les bénéfices et les dividendes des actionnaires.

Car cette crise a aussi ses gagnants: les banquiers et spéculateurs dont les bénéfices sont garantis par l'Etat, les grandes entreprises qui en profitent pour racheter les entreprises en difficultés... Tout cela parce que des travailleurs américains n'étaient pas suffisamment payés pour rembourser leurs prêts

Nos dirigeants vont sans doute essayer de faire croire aux chômeurs, intérimaires, ouvriers de l'automobile qu'il faut encore travailler plus pour gagner plus ?

Une seule solution:

la nationalisation ?

Aujourd'hui, de la droite à la gauche, on semble croire qu'il suffirait de nationaliser les banques, c'est-à-dire, mettre les finances entre les mains de l'Etat. Pourtant, la garantie de 360



milliards d'euros offerte par l'Etat aux banques et assurances démontre bien quel est le vrai rôle de l'Etat: il gère la société au service des capitalistes et essaye de nous faire croire que

nous serions dépendants de la survie des banques. On a l'impression d'être embarqué dans un bolide conduit par un junkie en manque: que faire ? Lui donner sa dose pour continuer jusqu'à la prochaine crise !

Pendant ce temps là, les intérêts de la population sont négligés: privatisation de la Poste, retraite à 70 ans, suppressions de postes dans l'éducation, la santé, etc.

Un peu de bon sens !

L'économie n'a de sens que tournée vers les besoins de la population, et pour cela, c'est à la population elle-même de la prendre en main par :

L'autogestion de la production, par ceux et celles qui font le travail;

La **relocalisation** de la production au plus près des utilisateurs, afin de di-

minuer la consommation de pétrole; La **distribution** égalitaire des ressources.

Réunion publique :

Face aux crises récurrentes du capitalisme, comment construire une alternative communiste et libertaire ?

Mardi 2 décembre, 18h30, Patio de
l'Université Marc Bloch (salle indiquée sur place),
22 rue Descartes, Strasbourg
(Entrée libre et gratuite)

Actualité, réflexions, débats... lisez le mensuel ALTERNATIVE LIBERTAIRE

Lieux de vente dans la région sur:

www.al-alsace.tk

Pour être tenu informé de nos activités, inscrivez-vous à notre lettre de diffusion en nous écrivant:

strasbourg@alternativelibertaire.org

Table de presse: chaque mardi, 13h-15h, patio de l'Université Marc Bloch, rue Descartes, Strasbourg.

Vente: 2^{ème} samedi du mois, place du marché à Neudorf, 10h45-11h45.



Surmortalité carcérale Mais d'où peut bien venir le problème ?

**Communiqué
d'AL- Alsace
19-10-2008**

Fin octobre, nous étions déjà à **90 suicides en prison** depuis le début de l'année, ce qui a fait réagir beaucoup de médias... début novembre, cette actualité a disparu. Nous sommes pourtant déjà à **96 suicides**, c'est-à-dire 7 fois plus que dans le reste de la société !

Malheureusement, l'administration pénitentiaire et certains syndicats de surveillants se contentent de mettre en cause un « chantage au suicide », sans se demander pourquoi le fait de jouer avec sa vie devient le seul mode d'expression « efficace » en détention...

Des raisons que l'on oublie...

- Comment ne pas reconnaître la détresse réelle d'hommes et de femmes, parfois très jeunes, incarcérés dans des prisons françaises maintes fois reconnues « irrespectueuses de la dignité humaine »¹ ?

- Comment ne pas mettre en rapport cette vague de tentative de suicide avec la surpopulation carcérale qui a battu tous les records cette année (64 250 détenus en juillet dernier pour 50 800 places) ?

- Comment ne pas comprendre que ces gestes correspondent à la perte d'espoirs de détenus qui voient de moins en moins de perspectives de réinsertion à mesure que la justice allonge les peines et que l'on constate que toutes les peines alternatives (bracelets électroniques, semi-libertés, etc.) ne permettent pas d'éviter

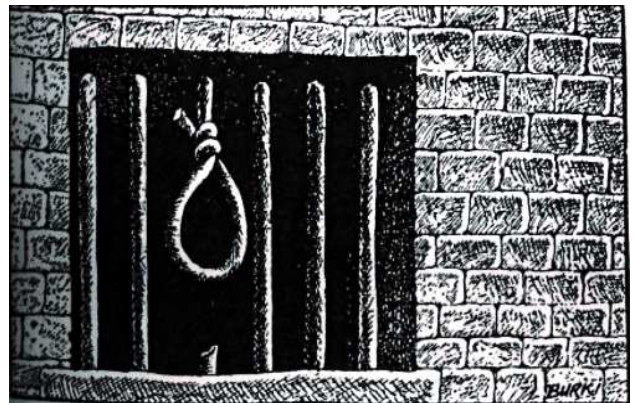
Après le décès, mardi 14 octobre, de l'adolescent qui avait tenté de se suicider jeudi 9 octobre, à la maison d'arrêt de l'Elsau, à Strasbourg, il est temps de s'interroger sur les raisons de cette vague de tentatives de suicide en prison. Un homme de 31 ans et une femme de 29 ans ont tenté de se suicider à la maison d'arrêt de Mulhouse, lundi 13 octobre. Le 6 octobre, c'était à la maison d'arrêt de Metz-Queuleu qu'un autre adolescent de 16 ans avait mis fin à ses jours. Et, le dans la nuit du 16 au 17 octobre, c'est encore un détenu de l'Elsau, à Strasbourg qui s'est suicidé ! Puis le vendredi 17 octobre, c'est un homme de 45 ans qui s'est suicidé à la maison centrale d'Ensisheim. Cela s'arrêtera-t-il ?

l'emprisonnement, mais plutôt de punir davantage de personnes encore, en plus de celles incarcérées ?

L'explosion carcérale: un choix de société !

C'est bien ce « modèle » pénal qu'il faut remettre en cause, avec sa logique qui ne vise qu'à écarter de la société des personnes jugées dangereuses, sans rechercher les causes de la criminalité, sans offrir de perspectives de réinsertion, de but, à des gens qui sont le plus souvent déjà en difficultés dans la société.

La nouvelle mesure de « rétention de sûreté » de Sarkozy-Dati accentue encore cette situation, en se permettant de réincarcérer des gens ayant déjà purgé leurs peines. Le retour en prison de Jean Marc Rouillan démontre aussi que la France considère les ex-détenus comme des sous-citoyens, privés de leurs droits, notamment d'expression. Comment dans ces conditions, envisager de se reconstruire, de préparer une nouvelle vie après la prison ?



1: Récemment encore, voir la décision du tribunal administratif de Rouen en mars 2008:

http://www.prison.eu.org/article.php3?id_article=10691